



Nous appelons à manifester les 15 et 16 juin pour des alternatives de progrès pour le monde du travail.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays.

Une politique qui tourne le dos au social et qui crée déclassement : abandon de nos industries et de nos services publics, passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, absence de perspectives de progrès et banalisation des thèses racistes qui constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité.

Il faut un sursaut démocratique et social. À défaut, l'extrême droite arrivera au pouvoir.

Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple :

- austérité pour les salaires et les services publics,
- réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats,
- attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+,
- remise en cause du droit à l'IVG,
- politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité.

Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs.

Notre République et notre démocratie sont en danger.

Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

- Augmenter les **salaires** et les pensions ;
- Revenir sur la réforme des **retraites** et sur celles de **l'assurance chômage** ;
- Défendre nos **services publics** et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs ;
- Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la **démocratie sociale** à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de **justice fiscale** et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;
- Instaurer enfin **l'égalité salariale** et éradiquer les **violences sexistes et sexuelles** ;
- Instaurer le **droit à la régularisation** pour tous les travailleurs et travailleuses étranger-es sur la base d'un certificat de travail ;
- **Relocaliser et transformer notre industrie** pour répondre aux besoins sociaux en environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;
- **Créer de nouveaux droits** pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'**anticiper les transformations environnementales** et de sécuriser leur emploi ;

Dans l'immédiat, nous appelons le président de la République à la cohérence. L'Assemblée nationale est dissoute, les réformes doivent donc être interrompues étant donné qu'il n'y a plus aucun contrôle démocratique. **Le gouvernement doit en particulier immédiatement renoncer à sa réforme de l'assurance chômage.**